ZERGUINI REMPLACE CHEROUATI

La Sonatrach, les personnes et les intérêts

Le débarquement à la hussarde du désormais ex-président-directeur général de la Sonatrach, Noureddine Cherouati, ajoute au terne d'une entreprise déjà fortement éclaboussée par des scandales à répétition.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Ce qui arrive à la Sonatrach a de quoi dérouter ses partenaires étrangers. Le limogeage, c'en est un, de Noureddine Cherouati et son remplacement par Abdelhamid Zerguini intègre une sorte de géométrie du procédé labellisée spécifiquement algérienne. Au-delà des raisons qui ont dicté d'arracher Cherouati à l'illusion et de le faire redescendre sur terre, c'est la manière dont le ménage a été effectué qui interpelle. Ceux qui ont pris la décision de pourvoir au remplacement de Noureddine Cherouati à la tête de la compagnie nationale pétrolière auraient pu, ne serait-ce qu'au regard du label Sonatrach, épargner au président désormais déchu le spectacle désopilant d'une intervention publique la veille du coup de grâce.

Surtout que le renvoi de Cherouati, préféré, faut-il le rappeler, à son remplaçant lorsqu'il a fallu mettre un terme en mai 2010 à l'intérim de Abdelhafidh Feghouli, était déjà dans l'air du temps.

La rumeur au sujet du remplacement de Cherouati par Zerguini, sciemment distillée, on le comprend aisément maintenant, a couru bien avant ce jeudi fatidique.

Et c'est cette rumeur que le P-dg limogé de Sonatrach a cru, tout sourire, bon de démentir, mercredi, lors d'un point de presse en marge de la conférence de renouvellement du syndicat de la compagnie pétrolière.

«C'est encore une campagne de désinformation, la seconde en six mois. Celle-ci a débuté il y a trois semaines. Il a suffi que je m'absente quelques jours à l'occasion des vacances de l'Aïd pour qu'on annonce mon limogeage», a-t-il affirmé, mais sans paraître crédule au point de ne pas tressaillir au bruit qui court.

«Ces rumeurs ne sont pas innocentes. Cela signifie que quelque chose se passe. Nous dérangeons certaines habitudes, certaines pratiques, à travers l'application d'un plan de redressement et de mise en ordre. Il ne peut y avoir autre chose. Je dois déranger des personnes et des intérêts.»

Ce considéré, on peut dire que Cherouati sentait l'adversité monter au créneau et pressentit le coup venir.

Seulement, il ne pensait certainement pas que la massue était déjà soulevée au-dessus de sa tête au moment même où il parlait, ou, sinon, il tentait une ultime résistance. Quoi qu'il en eût été, ceux qui avaient résolu de confier les destinées de Sonatrach à Zerguini auraient pu agir dans la sérénité que recommande une nomination, et du coup éviter à Cherouati de se livrer à l'exercice médiatique de mercredi.

Si les duels de personnes ou d'intérêts pouvaient autoriser pareils procédés, l'image de la Sonatrach et, au-delà, celle de l'Etat, recommanderait d'agir autrement, de sorte à ne pas épaissir davantage l'illisibilité qui drape la gestion de l'économie nationale.

D'autant que la Sonatrach, engagée dans des partenariats au niveau international, avait grandement besoin d'afficher une image soignée, elle qui traîne encore comme de lourds boulets les nombreux scandales qui l'ont ébranlée. Mais, à admettre pour vrai ce qu'a affirmé Cherouati mercredi, la Sonatrach poursuit de tanguer au gré des personnes et de leurs intérêts bien calculés.

S. A. I.

Photo : Samir Sid

RÉFORMES POLITIQUES

Bouteflika a promis une deuxième lecture, selon Louisa Hanoune

Selon la secrétaire générale du Parti des travailleurs, le président de la République s'est engagé, le 1er novembre dernier, à faire une deuxième lecture concernant les réformes politiques.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «J'ai rencontré le président de la République le 1er novembre dernier et il m'a assuré qu'il allait apporter une deuxième lecture aux réformes politiques, lesquelles sont par ailleurs en train d'être enrichies selon Bouteflika. Le président s'est aussi engagé à ce que le prochain Parlement soit totalement différent de l'actuel» a déclaré hier la secrétaire générale du PT lors d'une rencontre organique de son parti. Elle a précisé aussi avoir demandé à Abdelaziz Bouteflika d'«user de ses prérogatives pour éviter le pire en raison du marasme que vit actuellement la scène politique».

Lors de son intervention, Louisa Hanoune est revenue sur l'actualité économique, mettant en garde les pouvoirs publics contre d'éventuelles émeutes généralisées en raison de la baisse du pouvoir d'achat, notamment, des privatisations et des malversations. «Le patron de l'Orlac fait du trafic de la poudre de lait et il faut faire attention aux répercussions de ce genre de comportements. L'on ne peut savoir d'où peut partir l'étincelle d'un mouvement révolutionnaire», a averti Louisa Hanoune. Elle a évoqué en outre les émeutes du mois de janvier lesquelles, selon elle, ont exprimé l'échec des privatisations des entreprises. «Ceux qui ont le monopole du sucre et de l'huile sont la cause de l'anarchie observée sur le marché national. Le monopole du privé est un danger pour l'économie nationale», a déclaré la secrétaire générale du PT. Concernant la situation en Libye, Louisa Hanoune a souligné qu'une lecture politique est nécessaire, mettant en garde contre une éventuelle répercussion de la crise dans la région. Elle a accusé, par ailleurs, la Turquie d'intervenir de façon «grossière» dans la situation en Syrie. «Nous soutenons aussi la Syrie qui refuse une intervention étrangère, ceci alors que la décision prise par les pays arabes a signé l'arrêt de mort de ce pays. Les pays du Golfe ont pris une décision dictée par les Etats-Unis qui cherchent un moyen de faire diversion et de provoquer une scission entre les pays arabes», a déclaré Louisa Hanoune.

Elle a annoncé enfin que la conférence internationale d'urgence sur le thème «Les guerres d'occupation et l'ingérence dans les affaires internes des pays et pour la défense de l'intégrité des nations et de leur souveraineté» aura lieu les 10, 11 et 12 décembre à Alger. La rencontre a été programmée en collaboration avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). La conférence aura pour objectif de coordonner la mobilisation populaire au niveau international.

F.-Z. B.

BOUIRA

Sabotage du gazoduc à Djebbahia

Jeudi dernier, aux environs de deux heures du matin, le gazoduc Hassi Rmel – Dellys, qui traverse la commune de Djebbahia, située à 20 km au nord-ouest de Bouira, a fait l'objet d'un acte terroriste près d'Aïn Chriki, en pleine forêt, à l'ouest du village Rehamnia, aux frontières avec la commune d'Aïn Turk. L'explosion, qui a détérioré le gazoduc sur plusieurs mètres, n'a pas été entendue par les populations surprises durant la journée de jeudi par la coupure de l'alimentation de gaz naturel.

D'ailleurs, il a fallu l'intervention des équipes de la Sonelgaz à la radio de Bouira et l'affichage de communiqués au niveau des places publiques des communes touchées, à savoir Djebbahia, Aomar, Kadiria et Lakhdaria, pour que les gens commencent à prendre leurs dispositions nécessaires en se rabattant sur les bouteilles de gaz butane.

Les responsables de la Sonelgaz, qui sont intervenus sur les ondes de la radio locale et qui parlent de «panne», rappellent que le rétablissement de l'alimentation en gaz ne se fera pas avant 48 heures.

Cela étant, juste après ce sabotage terroriste du gazoduc, le dixième du genre depuis 1995 dans cette région comprise entre Djebbahia et Aomar, les équipes de Sonatrach s'étaient dépêchées sur place pour évaluer les dégâts et procéder à la réparation du tuyau endommagé. Par ailleurs, les éléments de l'ANP se sont déployés sur tout le périmètre à la recherche du groupe terroriste auteur de cet acte.

Y. Y.

MILOUD KADRI :

«Les mouvements de redressement existent dans tous les partis politiques»

Le secrétaire général d'une aile du mouvement El Islah, Miloud Kadri, estime que les mouvements de redressement existent pratiquement dans tous les partis politiques.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier, lors du madjlis echoura (conseil consultatif) du mouvement tenu à Alger, Miloud Kadri est revenu sur les réformes politiques entamées depuis quelques mois. «Nous voulons un réel et effectif changement et sans violence. Il faut éviter les séismes politiques qui ont touché plusieurs pays arabes», a-t-il dit.

Affichant son soutien aux réformes politiques, l'intervenant n'a pas, toutefois, manqué d'émettre des doutes sur les réformes en cours et de souligner leur «lenteur».

Il évoque, ainsi, la Commission nationale de surveillance des élections et déplore le fait qu'elle n'ait «aucune prérogative et aucun pouvoir».

Le SG du mouvement El Islah s'est opposé également au quota des femmes dans les assemblées élues. Pour lui, l'intégration de la femme doit se faire graduellement et non pas en imposant des quotas. «Je ne suis pas contre le fait qu'il y ait des femmes dans les différentes assemblées ou même qu'une femme soit présidente de la République, mais c'est aux femmes de s'imposer et non pas aux quotas de le faire», explique-t-il.

Concernant la situation qui prévaut dans certains pays arabes, il considère que la position de l'Algérie a été «floue» dès le début. Pour lui, la position de l'Algérie concernant les évènements en Syrie ressemble à celle qu'elle a eue envers la Libye.

Par ailleurs, Miloud Kadri a indiqué que le congrès extraordinaire de l'aile qu'il représente se tiendra le 31 décembre prochain.

R. N.